



### Décision n° 2018-348

Autorisant une activité de prises de vues  
dans un cadre professionnel ou à des fins commerciales  
en cœur de Parc national

Le directeur de l'Établissement public du Parc national,

VU le code de l'environnement et notamment les articles L.331-4-1, L.331-26, R.331-65 et R.331-68,

VU le décret n°2009-486 du 29 avril 2009, notamment ses articles 3, 15 et 16,

VU le décret n°2012-1541 du 28 décembre 2012 approuvant la charte du Parc national et les modalités 29, 31 et 34 d'application de la réglementation dans le cœur,

VU l'arrêté n°2013-09 instituant la zone réglementée des gravures rupestres des Merveilles et de Fontanalbe, notamment ses articles 4, 6 et 7,

VU la demande présentée le 14 juin 2018 par Monsieur PIATTA Livio, dirigeant de la société « World Images Photo Agency » (23100 Sondrio - ITALIE),

Considérant que la demande de prises de vues entre dans un des cas d'autorisation possibles définis par la modalité 34 d'application de la réglementation dans le cœur, à savoir « 1° réalisation de films, reportages ou documents didactiques ou pédagogiques » liés au territoire du Mercantour,

Décide :

#### Article 1:

Monsieur PIATTA Livio, photographe professionnel et journaliste, ci-après désigné « le bénéficiaire », est autorisé à réaliser des prises de vues dans un cadre professionnel et dans un objectif commercial, dans le cœur du Parc national du Mercantour.

Ces prises de vues seront réalisées pour illustrer une publication dédiée aux aspects géographiques, culturels et anthropologiques des Alpes à destination du grand public et des écoles, publiée en italien et en anglais par « World Images Editions ».

#### Article 2: dates ou période autorisée(s)

La présente autorisation est accordée à compter de la date de signature de la présente jusqu'au 30 septembre 2018, sur les secteurs suivants :

- massif de l'Authion, crête de l'Ortiguier, Cime de Raus, Cime du Diable ;
- site des gravures rupestres des Merveilles et de Fontanalbe.

Article 3 : circulation des personnes dans la zone des gravures rupestres des Merveilles et de Fontanalbe

Pour les besoins exclusifs des prises de vues et en application à la réglementation n° 2013-09, le bénéficiaire est autorisé à circuler à pieds en-dehors des itinéraires ouverts à la circulation du public à condition d'être accompagné par un accompagnateur bénéficiant de l'agrément « Merveilles ».

Article 4 : circulation et stationnement des véhicules terrestres motorisés sur les pistes situées dans le cœur du parc national

La présente décision ne vaut pas autorisation de circuler et de stationner en véhicule terrestre à moteur sur les pistes situées dans le cœur du parc national.

En cas de besoin, pour l'accès à la zone des gravures rupestres des Merveilles et de Fontanalbe, le bénéficiaire prendra l'attache des prestataires dûment autorisés à acheminer du public en véhicule motorisé.

Article 5 : prescriptions particulières liées aux prises de vues réalisées à l'aide de moyens terrestres

5.1. Les prises de vues devront être organisées de telle sorte qu'elles n'occasionnent aucun dérangement de la faune sauvage et domestique, ni dégradation du milieu naturel ou des gravures rupestres, de quelque manière que ce soit.

A ce titre, sont notamment interdits :

- la poursuite de toute espèce animale ;
- tout affût sous abri confectionné à partir de matériaux prélevés dans le cœur du parc national ;
- tout affût sous tente réalisé selon des modalités non conformes à la réglementation en matière de bivouac.

5.2. Dans la zone des gravures rupestres des Merveilles et de Fontanalbe, le bénéficiaire est tenu de ne pas utiliser de support (type trépied) équipé d'embouts ferrés, sauf à ce que ces derniers soient neutralisés par des protections adaptées.

5.3. Les prises de vues nocturnes en extérieur sont autorisées sous réserve de n'utiliser aucun appareil d'éclairage artificiel.

5.4. Le bénéficiaire est tenu de ne pas réaliser de placement de produits ou services commerciaux dans les prises de vues réalisées en cœur de parc.

Cette interdiction ne s'applique pas en ce qui concerne la promotion de produits ou services bénéficiant de la marque « Esprit Parc National ».

Article 6 : prescriptions particulières liées aux prises de vues réalisées à l'aide de moyens aériens

La présente décision ne vaut pas autorisation de prise d'images à l'aide d'un aéronef motorisé survolant à moins de 1000 mètres du sol dans cœur de parc national, y compris aéronef télépiloté sans personne à bord (drone).

Article 7 :

7.1. Le bénéficiaire est tenu de faire figurer sur la publication illustrée des photographies réalisées dans le cœur du parc national, la mention suivante : « Les photographies réalisées dans le cœur du parc national ont bénéficié d'une autorisation spécifique conformément à la réglementation en vigueur (numéro de la (des) décision(s) »

7.2. Le bénéficiaire est tenu de transmettre gratuitement un exemplaire en anglais de l'ouvrage illustré des photographies réalisées dans le cœur, dans un délai d'un an à échéance de la présente.

Article 8 :

Le bénéficiaire devra adopter un comportement respectueux du milieu naturel, des usagers et des visiteurs en se conformant scrupuleusement à la réglementation générale du cœur du parc national du Mercantour, notamment en ce qui concerne :

- l'interdiction d'introduire des chiens ;
- l'interdiction d'utiliser des appareils d'amplification sonore ;
- l'interdiction d'effectuer sur le sol, sur les arbres, sur les rochers tous graffitis ;
- l'interdiction d'abandonner tous détritrus.

Article 9 :

La présente décision n'exonère pas des autorisations ou déclarations qui peuvent être requises par les autres réglementations en vigueur ou en vertu des droits de propriété et d'usages.

Article 10 :

Le bénéficiaire devra présenter cette autorisation à toute réquisition d'agents de l'Établissement public du parc national ou d'agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

Article 11 :

Le non respect de l'un de ces articles ou de l'une ou l'autre des dispositions prévues par le code de l'environnement ou dans la réglementation du Parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 12 :

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de l'établissement public dans un délai de trois mois à compter de son édition.

Elle peut être contestée devant le tribunal administratif de Nice dans un délai de deux mois suivant sa publication.

Fait à Nice, le 3 septembre 2018

Le Directeur du  
Parc national du Mercantour

**CHRISTOPHE VIRET**

